COMMUNE D'AYHERRE

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté municipal n° 2021 - 20 .

Demande déposée le 01/12/2020 Complétée le : 23/02/2021
Demande affichée le 01/12/2020

N° PC 064 086 20B0021

Par :	**SAS ELIKATXO**
Représenté par :	**Monsieur SEOSSE OXARANGO Xalbat**
Demeurant à :	**ZA du Stade** **64240 BARDOS**
Pour :	**Construction d'un bâtiment pour l'entreprise ELIKATXO.**
Sur un terrain sis :	**ZA MUGAN**
Références cadastrales :	**A 1395, A 1394p**

Destination : Artisanat, bureaux et entrepôts

Surface de plancher créée : 1721 m²

LE MAIRE,

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu la demande de pièces manquantes en date du 18/12/2020,
Vu le dépôt des pièces manquantes demandées en date du 23/02/2021,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/06/2013, modifié le 22/12/2016 et modifié en dernier lieu le 21/07/2017,
Vu le règlement de la zone UY,
Vu le permis d'aménager n° 06408615B0001 délivré en date du 01/04/2016,
Vu le permis d'aménager modificatif n° 06408615B0001-M01 délivré en date du 01/12/2016,
Vu le permis d'aménager modificatif n° 06408615B0001-M02 délivré en date du 06/02/2018,
Vu le certificat attestant la surface de plancher attribuée aux lots,
Vu le réglement du lotissement,
Vu l'attestation de non classement en installations classées en date du 05/01/2021,
Vu l'étude du Service Départemental d'Incendie et Secours en date du 26/04/2021,
Vu l'avis favorable du service assainissement de la CAPB en date du 10/02/2021,
Vu l'avis favorable du service des eaux de la CAPB dans son avis en date du 12/02/2021,

ARRETE

Article 1 : La demande de permis de construire est **ACCORDÉE**.

Article 2 : Les prescriptions émises par le Service Départementale d'Incendie et de Secours dans son etude en date du 26/04/2021 devront être respectées (cf avis ci-joint).

Article 3 : Pour une puissance égale à 250 kVA en triphasé, le raccordement au réseau public d'électricité sera réalisé avec un simple branchement et en cas de demande de puissance d'alimentation supérieure, une extension du réseau est potentiellement nécessaire.

Article 4 : Les prescriptions émises par le service d'assainissement collectif de la CAPB dans son avis en date du 10/02/2021 (cf avis ci-joint) devront être respectées.

Article 5 : Les prescriptions émises par le service des eaux de la CAPB dans son avis en date du 12/02/2021 (cf avis ci-joint) devront être respectées.

Article 6 : Lors de l'exécution des travaux, le pétitionnaire devra respecter les indications portées sur sa demande en ce qui concerne les matériaux et leurs couleurs.

Article 7 : Conformément aux articles R.462-4-1 et 2 du code de l'urbanisme, à l'issue des travaux, le maître d'ouvrage devra joindre à la déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux un document, établi par l'une des personnes habilitées, pour chaque bâtiment concerné, attestant la prise en compte de la réglementation thermique. Cette attestation devra obligatoirement être générée sur le site www.rt-batiment.fr en s'appuyant sur le récapitulatif standardisé d'étude thermique.

AYHERRE, le 07/05/2021

Le Maire,

MAIRIE DE AYHERRE (Pyrénées Atlantiques)

Arño GASTAMBIDE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

A titre informatif, la présente autorisation est soumise au versement de taxes d'urbanisme. Un état de paiement vous sera transmis dans un délai de 6 mois par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (ordonnance 2011-1539).
L'autorisation donnera lieu au versement par le pétitionnaire de la redevance d'archéologie préventive.
Le montant de la rémunération forfaitaire pour l'assainissement Collectif est de 1595 €.
Afin de connaitre les modalités de collecte des déchets, il est conseillé au pétitionnaire de se rapprocher du Service collecte et valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire.
Le bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
- Adressé au maire en 3 exemplaires une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration cerfa n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement)
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
-Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.
-Dans le délai de 3 mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

DURÉE DE VALIDITÉ : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et au décret 2016-6 du 05/01/2016, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

DROITS DES TIERS : L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

OBLIGATION DU BENIFICIAIRE DE L'AUTORISATION : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L242-1 du code des assurances